	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un schéma de cohérence territoriale</p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>
---	--

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Communauté d'Agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse
SIRET/SIREN
XXXXXX200 071 751 00016
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
3, avenue Arsène d'Arsonval – 01000 Bourg-en-Bresse
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Jean-François DEBAT, Président
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Martine BURTIN, Directrice de l'aménagement du territoire
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
Thierry VUARAND Tel : 04 74 24 19 21 Mail : thierry.vuarand@grandbourg.fr
2.1 Sans objet pour le SCoT

2.2 Intitulé du document
Document d'Aménagement Artisanal et Commercial (DAAC) du SCOT Bourg-Bresse-Revermont
2.3 La date d'approbation du SCoT et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
Révision approuvée le 14 décembre 2016 Site : https://www.grandbourg.fr/71-scot.htm
2.4 Territoire (commune(s) et EPCI) couvert par le SCoT
Communauté d'Agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du document d'urbanisme (matérialiser la localisation sur un document graphique)
Ensemble du territoire : localisations préférentielles d'implantations commerciales (cf. document « analyse des incidences sur l'environnement » joint)

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC) ?
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET (schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) approuvé le 10 avril 2020.
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
SDAGE Rhône-Méditerranée Schéma régional des carrières de la Région Auvergne-Rhône-Alpes SRCE (schéma régional de cohérence écologique) adopté le 19 juin 2014
3.2 Précédentes évaluations environnementales du SCoT
Préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale lors de l'élaboration du SCoT
23 août 2016
Cette évaluation environnementale a-t-elle été actualisée ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation

Annexe I

Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle

Les observations formulées ont été traitées lors de la phase d'approbation du SCOT.

Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le document a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale

☐ Oui

☐ Non

Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine
4.1 Type de procédure (modification, mise en compatibilité) et fondement juridique
Modification : articles L. 143-32 du code de l'urbanisme
4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le SCoT
4.2.1 Population concernée d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)
133 942 (INSEE 2020)
4.2.2 Rappel des objectifs chiffrés de consommation économe de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain figurant dans le document d'orientation et d'objectifs
Période 2015-2035 : <ul style="list-style-type: none"> - 556 ha pour le développement résidentiel - 386 ha pour le développement économique
4.3 Caractéristiques de la procédure
4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure
Renforcer la stratégie commerciale : <ul style="list-style-type: none"> - Maîtrise de l'offre commerciale ; - Confortement de l'équilibre centralités / zones commerciales périphériques au profit des centralités. <ul style="list-style-type: none"> ➤ Une déclinaison précisée des types de commerces en fonction de leurs fréquences d'achat ➤ Une définition affinée des lieux d'implantation commerciale privilégiés et une détermination des vocations commerciales de ces lieux ➤ Une adaptation de l'armature commerciale : des zones commerciales périphériques requalifiées selon leurs enjeux, des zones commerciales périphériques supprimées en tant que lieu d'implantation privilégié. ➤ Un encadrement des formats commerciaux : des plafonds déterminés en surface de vente selon les types de commerce et leurs lieux d'implantation.
4.3.2 La procédure a pour objet de permettre d'ouvrir un ou des secteurs à l'urbanisation <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
- Les incidences sur l'environnement de la possibilité d'ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000, ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ? <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de présentation du SCOT approuvé en décembre 2016 : p. 229 à 250. - Document « analyse des incidences sur l'environnement » joint.

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet de permettre d'augmenter la densité de certains secteurs

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser :

Le maintien de la délimitation des sites d'implantation privilégiés pour les commerces implique une optimisation de l'utilisation de l'espace et du bâti existants.

Obligation est imposée pour les zones périphériques de type 2 de réinvestir le bâti vacant avant toute création de nouvelle emprise commerciale.

- Les secteurs concernés :

Sont concernés les localisations préférentielles (LP) définies : les centralités des communes et 12 zones périphériques.

Le nombre de LP est réduit.

- La superficie de chacun de ces secteurs :

Les LP concernent soit les centralités urbaines des communes, soit des zones commerciales périphériques identifiées. Pour les zones commerciales périphériques, les LP sont des espaces délimités. Aucune création de LP périphérique n'est possible.

La surface des zones commerciales périphériques (délimitées en tant que LP) passe de 136 ha à 131 ha.

- Le cas échéant, l'objectif d'augmentation de la population dans chaque secteur concerné (logements/ha, en pourcentage par rapport à la population actuelle)

Sans objet

4.3.4 La procédure a pour objet ou pour effet :

- de créer ou de protéger de nouveaux espaces naturels, agricoles, ou forestiers

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser les superficies

- de diminuer ou permettre de diminuer une protection environnementale ou un espace naturel, agricole ou forestier

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser lesquelles et leurs superficies

4.4 Mise en compatibilité du SCoT dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.5 Mise en compatibilité du SCoT dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.6 Mise en compatibilité du SCoT avec un document supérieur
- Document(s) avec le(s)quel(s) le SCoT est mis en compatibilité parmi les documents listés à la rubrique 3.1 ,: intitulé du document, date d'approbation du document d'urbanisme et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Motif pour lequel le SCoT est mis en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les effets
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le SCoT est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	x	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	x	
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	x	<input type="checkbox"/>	- Revermont et Gorges de l'Ain - La Dombes
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	x	
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	x	
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	x	<input type="checkbox"/>	Mont Myons et ses abords
Un plan de prévention des risques Technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	x	<input type="checkbox"/>	Storengy : stockage de gaz naturel Total-Raffinage-France : stockage d'éthylène

Annexe I

Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	X	
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	X	
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	X	<input type="checkbox"/>	Des périmètres de protection de monuments historiques (cf. document joint).
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	X	<input type="checkbox"/>	568 zones humides repérées dans l'inventaire du département de l'Ain (cf. document joint).
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	X	<input type="checkbox"/>	Cf. carte SRADDET : Aucun corridor écologique, réservoir de biodiversité ou zone humide n'est impacté par une zone commerciale.
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	X	<input type="checkbox"/>	4 ZNIEFF type 2 : - Revermont et gorges de l'Ain - Basse vallée de la Reyssouze - Dombes des étangs et sa bordure orientale forestière - Vallée du Sevron, du Solnan et massifs boisés alentours 76 ZNIEFF type 1 (cf. document joint).

Annexe I

Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	X	<input type="checkbox"/>	3 ENS : - Bocage bressan du Sougey - Etang de But - Forêt de Seillon
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	X	<input type="checkbox"/>	Arrêté préfectoral de protection de biotope : « protection des oiseaux rupestres »
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	X	<input type="checkbox"/>	Classement PLU.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	X	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	X	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	X	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	X	<input type="checkbox"/>	Cf. document analyse des incidences sur l'environnement joint
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	X	
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	X	<input type="checkbox"/>	Cf. document analyse des incidences sur l'environnement joint
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	X	<input type="checkbox"/>	Cf. document analyse des incidences sur l'environnement joint
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code	X	<input type="checkbox"/>	Cf. document analyse des incidences sur l'environnement joint

de l'environnement			
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	X	<input type="checkbox"/>	Cf. document analyse des incidences sur l'environnement joint
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	X	

D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévu à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	X	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	X	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	X	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

- ☐ Oui
☒ Non

Si oui, précisez :

Cf. document « analyse des incidences sur l'environnement » joint.

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné– et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Cf. document joint « analyse des incidences sur l'environnement »

7. Autres procédures consultatives
7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées
Juin 2023
7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)
7.3 Procédure de participation du public envisagée
- Enquête publique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- Participation du public par voie électronique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- Enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
- autre, préciser les modalités

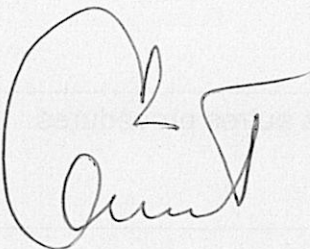
8. Annexes	
8.1 Annexes obligatoires	
1 Dossier de modification ou de mise en compatibilité du SCoT, (comprenant notamment l'exposé des motifs des changements apportés)	<input type="checkbox"/>
2 Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (<i>rubrique 2.5</i>).	<input type="checkbox"/>
3 L'auto-évaluation (<i>rubrique 6</i>)	<input type="checkbox"/>
4 Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant	
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent.	

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus (personne publique responsable)

Fait à	Bourg-en-Bresse	le,	24 mai 2023
Nom	FAUVET	Prénom	Guillaume
Qualité	Vice-président délégué à la stratégie territoriale et au foncier		

Signature



**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU BASSIN DE BOURG EN BRESSE**

3 avenue Arsène d'Arsonval
CS 88000

01008 BOURG EN BRESSE CEDEX
Tél. 04 74 24 75 15 Fax 04 74 24 75 13